

1895

DANS LES KIOSQUES :
HORS-SÉRIE N° 5 « LES 100 ANS DU LIBERTAIRE »

1995

le monde libertaire

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'IFA

ISSN 0026-9433

21 AU 27 DÉCEMBRE 1995

N° 1022

10,00 F

LA PRISE DE POSITION de Chirac réaffirmant que le plan Juppé est la seule solution possible aux déficits des budgets sociaux a confirmé que la confrontation de classes s'est élevée au plus haut niveau de l'Etat et a pris un caractère éminemment politique. Le mouvement de grève de cette fin 95 est porteur d'un enjeu déterminant.

D'un côté, il s'agit pour toute la classe politique de droite, pour l'ensemble du patronat et la plupart des grands médias, pour une bonne partie de l'élite « intellectuelle » de gauche, pour les organisations syndicales cogestionnaires et leur représentation politique sociale-démocrate d'un engagement direct en faveur d'un système économique renforçant les inégalités économiques à leur profit.

De l'autre, le monde du travail, aspirant à plus de justice sociale et s'appuyant sur ses organisations de classe, s'affirme par des grèves, des débrayages et des manifestations de masse comme une force sociale capable de remettre en cause les stratégies du capitalisme et de l'Etat.

Il est probable que les salariés n'auront pas le loisir de développer l'ensemble de leurs capacités de lutte en seulement trois semaines, et il faudra trouver un compromis préservant l'avenir. Mais il est certain que nous sommes déjà mieux armés pour résister à la baisse des coûts du travail, qui est au cœur des restructurations actuelles.

La bourgeoisie ne renoncera pas à nous imposer ses choix !

Il n'y a aucune illusion à se faire. L'Etat est bien décidé à mener à bien ce qu'il appelle des « réformes ind-

pensables » pour « préserver la place de la France dans le monde ». S'il a reculé sur les retraites des régimes spéciaux du secteur public et le contrat de plan de la SNCF, c'est sous la pression sociale et en attendant des jours meilleurs. Il ne fait aucun doute que l'Etat reviendra à la charge, dès qu'il jugera le moment plus favorable à la mise en œuvre de ses mauvais coups.

En ce qui concerne la Sécurité sociale, Juppé ne cédera pas, question de principe bien sûr, mais surtout parce que les travailleurs du secteur privé n'ont pas pu s'engager de manière significative dans la grève.

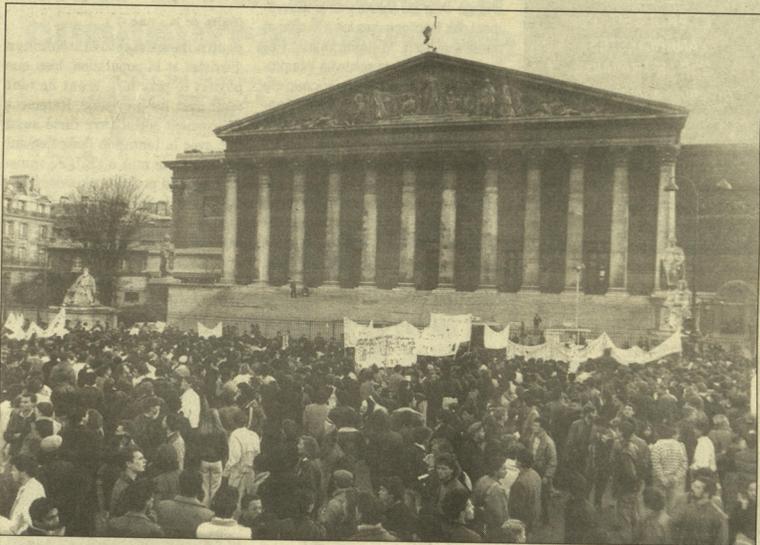
La dégradation de la situation sociale dans le privé

La situation est tendue dans les entreprises. Des plans « sociaux » prévoient 45 000 suppressions d'emplois pour 1996 dans l'industrie, sans compter 16 000 licenciements secs dans le bâtiment, et on ne sait trop combien chez de nombreux sous-traitants des grands groupes industriels.

A coup sûr, le patronat va justifier ces mesures comme étant une conséquence des grèves actuelles, pour tenter de diviser les salariés du public et du privé. Ce sera un mensonge de plus. Et comme la croissance de la production industrielle sera faible en 1996 (1,7%), cela sera prétexte à d'autres charrettes qui iront grossir les stocks de chômeurs. Par ailleurs, il est clair que les patrons de l'industrie ne veulent pas d'augmentations de salaires supérieures à 1 ou 2%, ce qui est loin de compenser les pertes de pouvoir d'achat dues aux différentes hausses de prélèvements sociaux.

(suite p. 2)

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.



AU ROYAUME DE L'ESPOIR, IL N'Y A PAS D'HIVER

ICI ET LÀ, il va sûrement y avoir quelques renèlements, quelques tiraillements, quelques barouds d'honneur... mais, lentement et fièrement, le grand fleuve social qui débordait de toutes parts depuis un mois va regagner son lit.

Le contrat de plan de la S.N.C.F. gelé, les régimes spéciaux de retraite laissés en l'état, la réforme de la sécu maintenue mais largement vidée de sa substance, la rencontre du jeudi 21 décembre

entre le gouvernement, les syndicats et (vraisemblablement) le patronat qui va porter sur le chômage des jeunes, la réduction et (ou) l'aménagement du temps de travail, la transformation des heures supplémentaires en jours de repos, l'augmentation du SMIG... et autres emplâtres censés réduire la fracture sociale, la morgue du pouvoir sérieusement en berne... les grands syndicats « révolutionnaires » à la mode F.O. et C.G.T. et bon nombre de grévistes ne vont pas manquer de trouver que l'objectif a été largement atteint et que, mais c'est bien sûr, demain sera un autre

jour !

Un autre jour, tu parles !

A l'évidence, le gouvernement a mis les pouces sur un certain nombre de ses projets. A l'évidence, également, le fait qu'il ait mis les pouces sur un certain nombre de ses projets a de quoi satisfaire tous ceux et toutes celles qui hier encore n'imaginaient pas qu'ils puissent seulement faire hésiter le pouvoir. Et à l'évidence, enfin, et surtout, personne ne se fait d'illusions sur demain.

Demain, en effet, a peu de chances d'être différent d'aujourd'hui.

A l'heure de la mondialisation, de

la concurrence à tous crin, de l'Europe, de la mise à l'index des déficits budgétaires nationaux, de la loi de la jungle du profit, du nivellement par le bas des conditions de vie et de travail... comment pourrait-il en être autrement ?

Le plan Juppé, chacun le sait bien, aurait très bien pu s'appeler Rocard, Notat ou... Le Pen.

Là et nulle part ailleurs se situe l'extrême gravité et l'extrême dignité qui ont caractérisées le mouvement social de ces dernières semaines.

Là, dans ce désert de l'espoir, se situe peut-être l'étincelle qui

demain pourra embraser la prairie ?

A n'avoir comme horizon so-disant indépassable que le chômage, la précarité, l'effritement des avantages sociaux acquis, des aumônes à 2 600 balles par mois, les restos du cœur et des niches en carton pour... il arrive en effet un moment où, parce qu'on n'a plus rien à perdre, on a forcément tout à gagner.

Nous n'en sommes pas encore là. Mais nous n'en sommes pas si loin que ça !

Rarement mouvement social aura été plus dur que celui là. Rarement mouvement social aura été plus

(suite p. 2)

T 2137 - 1022 - 10,00 F



F9P 2520

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.

(Suite de la « une »)

Ajoutons à cela une dégradation profonde des conditions de travail dans de nombreux secteurs. Les règles de sécurité sont de plus en plus négligées parce que cela coûte cher et que la multiplication des emplois précaires contraint les travailleurs à en subir les carences à leurs risques et périls.

Les pratiques de la flexibilité et des flux tendus conduisent à accroître les rendements, les heures supplémentaires, à imposer des horaires décalés déstabilisant la vie quotidienne des individus. Comme par hasard, les cas les plus criants se trouvent dans la métallurgie, le bâtiment et les travaux publics, ainsi que dans les petites entreprises de la chimie, du textile et des transports. Comme par hasard, le patronat de ces secteurs est des plus réactionnaires et parle de ses salariés comme autant de « choses » lui appartenant.

Il y a un mal vivre impressionnant et une pression constante sur les salariés. Mais il ne faut pas douter du fait que les travailleurs du privé ont une conscience aiguë de la manière dont on les traite.

De la grève par procuration à l'action, il n'y a qu'un pas !

Les employés du secteur privé se sont fait piéger par le climat d'apathie générale de ces dernières années, par l'éclatement et la multiplication des statuts précaires, par la peur du chômage et la quasi absence de syndicats. Ce sont autant de facteurs d'inertie qui ont bloqué le développement des grèves. Les choses n'étaient pas mûres. Il est évident que les travailleurs du privé ont fait grève par procuration, et nombreux sont ceux qui le disent ouvertement. Ils espéraient faire l'économie d'une grève et récolter les fruits du mouvement du secteur public. C'est ce qui explique l'impressionnante sympathie des « usagers des transports » envers les grévistes. Cela a tout de même pesé lourd dans le rapport de forces et a contribué à ce que Juppé lâche du lest lorsque le pouvoir a constaté que malgré sa propagande sur un supposé ras-le-bol des usagers, il n'arriverait pas à opposer salariés du public et du privé.

Objectivement, il n'y aurait rien d'étonnant à ce que des conflits se déclenchent dans le secteur privé, lorsque les employés vont se rendre compte que les négociations salariales n'ont rien donné. Le climat social a changé chez les salariés. Si le mouvement des fonctionnaires les a surpris et cueillis à froid, la détermination et l'appel constant à la solidarité interprofessionnelle a touché beaucoup de monde. L'idée qu'il faut faire quelque chose est en train de faire son chemin. L'année 96 devrait voir des conflits importants s'engager dans les entreprises privées.

Le choc risque d'être rude. C'est que si les travailleurs font valoir leur droit à une vie décente, l'enjeu pour les

classes dominantes est de savoir si elles vont réussir à maintenir leur rang dans la hiérarchie capitaliste mondiale. C'est ce qui est clairement expliqué par Chirac lorsqu'il affirme « ne pas avoir été élu pour gérer le déclin de la France ». Il faut donc que les travailleurs aillent de plus en plus mal pour que la France, c'est-à-dire les élites (politique, économique, médiatique et culturelle), aille bien. C'est la politique qui a été menée depuis toujours, par tous les pouvoirs. Mais du fait de l'accélération spectaculaire de la concurrence internationale, la bourgeoisie est contrainte à une rationalisation accélérée de l'appareil de production pour conserver son crédit auprès des marchés internationaux. L'objectif incontournable pour elle est de faire baisser les coûts de production. Cela passe par la réduction du nombre de travailleurs, la diminution des salaires, des charges sociales et des prélèvements fiscaux. C'est ce que nous dit Chirac lorsqu'il martèle qu'« il n'y a pas d'autre alternative ».

Il s'agit aussi pour « la France » de nouer des alliances en Europe, afin de

résister aux pressions américaine, japonaise ou autres. Cela se traduit par la signature du traité de Maastricht, la monnaie unique... Mais il y a aussi concurrence à l'intérieur même de cette Europe des capitaux pour savoir qui va dominer ? Le mark ou le franc ? Dans cette perspective, on comprend mieux la reprise des essais nucléaires et autres fanfaronnades de Chirac. C'est dans cette logique de guerre entre capitalistes que s'inscrit-vent les provocations du plan Juppé.

Soumission ou révolution sociale !

Il est donc obligatoire que les revendications les plus ordinaires des travailleurs soient perçues comme des attaques « politiques » parce qu'il n'y a pas de place pour de réelles négociations et des compromis économiques. C'est ce que les cheminots et les fonctionnaires ont très vite compris et ce qui explique la dimension de contestation sociale généralisée qui s'est développée au fil des jours de grève. Dès que l'on commence à réfléchir et à débattre, il apparaît que c'est l'organisation globale de la société qui doit être repensée. C'est ce qui a commencé à être dit à travers les innombrables réunions interprofessionnelles qui discutaient de l'issue du mouvement.

C'est la répartition des richesses qui est posée, parce que chacun perçoit que les riches sont toujours plus riches alors que les Restos du Cœur n'arrivent même plus à assumer leur fonction de cataplasme et sont obligés de sélectionner ceux qui parmi les plus pauvres sont encore les plus nécessaires et méritent donc un casse-croûte.

C'est la finalité de la production qui est à repenser. C'est ce que disent les cheminots, qui refusent la suppression des lignes SNCF, ou les personnels soignants, scandalisés par les restructurations hospitalières, ou les enseignants, lorsqu'ils s'interrogent sur la relation entre éducation et insertion dans la vie professionnelle...

Nous sommes confrontés à des choix de société qui vont être de plus en plus souvent au centre des revendications sociales. L'imposée où nous ont conduits les stratégies politiques font que la recherche de perspectives ne peut qu'émerger des mouvements sociaux, au fur et à mesure du développement des luttes.

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ! Les anarchistes n'ont jamais dit autre chose. Encore faut-il que les libertaires en aient pleinement conscience et sachent convaincre les salariés de l'intérêt de leurs propositions.

BERNARD
(gr. Déjacque - Lyon)

« RÉFLEXIONS ET PROPOSITIONS ANARCHISTES SUR LE TRAVAIL »

Brochure anarchiste n° 9
éditions du Monde Libertaire
20 francs
(+ 3.70 F de frais de port).
A commander à
PUBLICO
145, rue Amélot, 75011 Paris

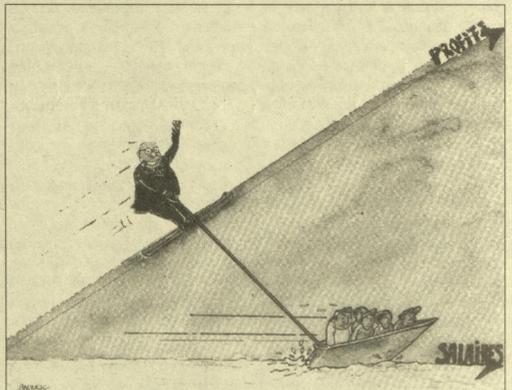
A royaume de l'espoir, il n'y a pas d'hiver

(Suite de la « une »)

populaire que celui là (les non grévistes et la population, bien que payant le prix fort, étant de tout cœur avec les grévistes). Rarement mouvement social aura flirté aussi fort avec la tentation (basculé) en heures de nuit à l'E.D.F., transports gratos pour les plus démunis, ouverture du métro pour les S.D.F., ...). Rarement mouvement social aura été plus abandonné par les syndicats à l'exercice du pouvoir... Rarement mouvement social aura été aussi près de passer la frontière de la résignation pour s'engouffrer dans les espaces infinis du « puisque c'est ainsi, allons y gaiement ».

Pour l'heure, un sursaut d'humilité (et de peur) gouvernementale et un zeste d'unité syndicale, matinée grandes manœuvres recomposition et intelligence politique, consistant à surfer sur la vague sans essayer de la domesti-

Le groupe du Gard de la Fédération anarchiste organise une réunion publique sur les mouvements sociaux.
Mercredi 27 décembre - 20 h.
au local de l'APTI
8, bd Sergent Triaire, à Nîmes.
Entrée libre.



quer aurait réussi à reculer l'échéance. Mais...

Mais le capitalisme n'ayant rien à offrir d'autre qu'un peu plus ou un peu moins de rigueur, de chômage, de précarité, de misère, d'exclusion... l'espérance en un monde nouveau s'appuyant sur le progrès technique pour répartir à l'échelle de la planète les richesses existantes au rythme syncopé de l'égalité, de la liberté et de l'entraide ne manquera pas de se faire jour bientôt !

Etudiant, cheminot, postier, gazier, électricien, enseignant, miséreux du privé, sache le, tu as le cul sur un sac d'or. La technique et la science sont susceptibles de nourrir, de vêtir, de loger, d'instruire... tous les être humains.

La bourgeoisie et l'État qui ont fait main basse sur le progrès et sur ton travail n'existent encore que parce que tu le veux bien.

Le « grand » Lénine disait : « Nous pendrons les capitalistes avec la corde qu'ils nous auront vendue... à crédit. »

Nous en sommes là !

A hésiter à exproprié (sans indemnités) la bourgeoisie, l'État, le capital et ses sbires, à hésiter à faire tourner la machine à notre profit, à hésiter à recouvrir cette soi-disant vallée de larmes des mille et une roses du partage, de l'égalité, de l'entraide, de la liberté, de l'autogestion, du bonheur...

Ca ne s'invente pas !

Ose, seulement, camarade, ose ! Ose rêver ! Ose espérer ! Ose faire rouler les trains et les métros gratos, ose éclairer et chauffer le peuple gratos, ose distribuer gratos et avec le sourire les lettres d'amour de tous les amoureux du monde, ose instruire gratos les enfants du peuple, ose parler, offrir, échanger, partager... avec tous tes frères et sœurs prolétaires... ose tout simplement être ce que tu es... !

Et tu verras !
Et tu verras que pour n'être rien, tu peux être tout !
Tu as quoi à perdre ?

JEAN-MARC RAYNAUD

Rédaction-Administration
145, rue Amélot
75011 Paris.
Tél. : (1) 48.05.34.08.
FAX : (1) 49.29.98.59.

Bulletin d'abonnement

Tarif	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois 5 n°	<input type="checkbox"/> 35 F	<input type="checkbox"/> 70 F	<input type="checkbox"/> 60 F
3 mois 13 n°	<input type="checkbox"/> 95 F	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 140 F
6 mois 25 n°	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 310 F	<input type="checkbox"/> 250 F
1 an 45 n°	<input type="checkbox"/> 290 F	<input type="checkbox"/> 530 F	<input type="checkbox"/> 400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Pays

A partir du n° (inclus).

Abonnement de soutien

Chèque postal Chèque bancaire Autre

Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M)

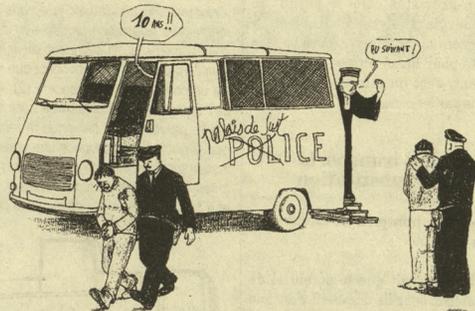
Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration :
145, rue Amélot, 75011 Paris
Directeur de publication :
André Devriendt
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : La Vigie,
24, rue Léon-Rogé,
76200 Dieppe.
Dépôt légal 44 145
1^{er} trimestre 1977
Routage 205 - La Vigie
Diffusion SAEM
Transport Presse

Réalité du contrôle social

18 manifestants incarcérés 4 immigrés retenus

A MONTPELLIER comme dans d'autres villes en France, le contrôle social se fait de plus en plus virulent. Après Vigipirate, le durcissement s'étend à l'appareil judiciaire. Lors des manifestations anti-Juppé, 18 personnes ont été incarcérées et certaines condamnées en comparution immédiate à des peines allant jusqu'à 12 mois de prison ferme. Un comité de soutien a été créé (voir encadré). Moins spectaculaire, mais tout aussi efficace, dans la continuité, des centaines de milliers de contrôles d'identité et des expulsions massives. Le centre de rétention judiciaire d'Aniane fonctionne à nouveau. Trois algériens et un marocain



sans papier y sont retenus depuis le 9 décembre dans des conditions de non-droit total puisqu'ils ne peuvent recevoir aucune visite, même pas celle d'un avocat.

Vu la situation sociale nationale et internationale, la répression étatique ne peut aller qu'en augmentant, à moins que...

ARIANE

Solidarité avec les emprisonnés

Lors des précédentes manifestations de ce mouvement social, des incidents ont éclaté entre « forces de l'ordre » et manifestants.

Une vingtaine de manifestants ont été arrêtés et poursuivis en justice.

Les condamnations ont été très lourdes et sans aucune mesure avec ce qui s'est fait dans d'autres villes pour des faits semblables.

De 1 an à 3 mois fermes en comparution immédiate avec des possibilités de défense extrêmement réduites. Plusieurs procès sont encore en cours. Ces jugements ont été prononcés pour l'exemple.

Nous vous appelons à exprimer votre solidarité la plus intense avec les emprisonnés des manifestations anti-Juppé.

Dans vos entreprises, dans vos syndicats, faites voter des motions de solidarité avec les emprisonnés.

Demandez leur libération immédiate et la révision des procès.

Adressez vos motions au : **COMITE DE SOUTIEN DES EMPRISONNÉS DES MANIFESTATIONS ANTI JUPPÉ - C/O MAISON DES CHOMEURS - 8, rue Leenhardt - 34000 Montpellier. Fax : 67 58 55 32**

Compte (Crédit Lyonnais) / Myriam MARCHITTO / Comité de soutien : 07-3396/E. Agence : 466.

Architecture

Quand le corporatisme fait loi.

L ES ÉCOLES d'architecture dénoncent depuis maintenant plus de trois semaines leur changement de tutelle : du ministère de l'Équipement, elles passent à la Culture. Retour à la case départ... Avant 1968, elles dépendaient déjà du ministère de la Culture et c'est la génération des « grands architectes » d'aujourd'hui qui a obtenu le passage des écoles d'architecture à l'Équipement pour revaloriser cette profession qui était alors assimilée à l'art, au même titre que la peinture ou la sculpture. L'architecture devait s'inscrire comme une réalité de notre société, au sein même de notre société, pour la société ; repenser l'urbanisme, repenser l'architecture... Lourde tâche ! Car, quel que soit le ministère de tutelle des écoles d'architecture, le problème reste le même : un corporatisme latent de la profession que l'on trouve même au niveau des écoles. Les étudiant(e)s en architecture, sur le modèle de leurs aînés, ne cherchent plus à comprendre le rôle de l'architecture, ses significations, mais reproduisent le système nauséabond de corruption, de magouilles dans lequel trempe le métier (peu importe la qualité des projets, seuls seront déter-

minants les enjeux économiques ou personnels), où l'individualisme règne en seul maître.

Dans la situation actuelle où les universités tentent de dépasser les revendications primaires réclamées par l'UNEF-ID pour l'obtention de gommes et crayons, où de plus en plus d'étudiant(e)s remettent en cause les fondements même du système universitaire et, par conséquent, de la société capitaliste, aucune comparaison ne peut être faite avec le mouvement des écoles d'architecture ; la vie étudiante dans ces écoles se limite à organiser de petits concerts, voyages, à tout faire pour être dans le cours du professeur actuellement en vue dans les gazettes. Aucun syndicat, seules les associations étudiantes (type B.D.E., bureau des élèves) sont présentes où le corporatisme est entretenu de façon systématique. Ne leur parlez pas des problèmes des facs, cela n'a rien à voir ; ne tentez pas d'ouvrir les écoles à la vie extérieure, cela ne les concerne pas, ce sont de futurs architectes, de futurs constructeurs...

Pourtant avec la crise que connaît actuellement l'architecture, et ce depuis plus de vingt ans, quand la majorité des étudiant(e)s diplômé(e)s se retrouve au chômage, le choix est simple : ou ils continuent à rentrer dans ce système où, pour mille architectes, il n'y aura qu'un ou deux élus reconnus, ou les étudiant(e)s se décident enfin à remettre en cause cet état de fait et à être enfin des architectes au service de la société, des individus, de la collectivité et non plus les valets de Bouygues et autres bétonneurs fous, à la solde des

non à l'urbanisme concentrationnaire



Groupe Sacco-Vanzetti

Fédération Anarchiste

États qui utilisent l'architecture pour asseoir leur pouvoir, montrer au bon peuple que l'État est puissant, immortel. Que les futurs architectes que sont les étudiant(e)s d'aujourd'hui refusent de construire des nouvelles pyramides dédiées au pouvoir, des « Grand Stade de France » ou d'ailleurs qui serviront demain à parquer une nouvelle fois ceux qui combattent pour une société plus juste. Les milliers de bureaux vides alors que la crise du logement fait rage sont également les symboles de cette compromis-

sion entre l'État et les architectes qui acceptent de tels projets.

C'est pourquoi des expériences comme celle de l'École d'architecture de Montpellier, l'année dernière, qui a réalisé une véritable maison pour les sans-abris à un coût de construction infime ou encore celle d'une poignée d'étudiant(e)s de l'école UP7 (Paris Tolbiac), il y a deux ans, pour la transformation de bureaux vides en logements pleins, sous les conseils du Comité des sans-logis, sont à développer et encourager. Les architectes ne devraient

Montpellier Dernière minute

A l'occasion de la journée d'action du 16 décembre, la Confédération paysanne est venue apporter son soutien au mouvement social et particulièrement aux S.D.F. de l'avenue Clémenceau à Montpellier.

Le mur condamnant l'accès au parc jouxtant le squatt (ancien commissariat) fut attaqué à coups de masse. La police est intervenue et a interpellé un S.D.F.

Par solidarité, après la manif, une quarantaine de personnes sont venues achever le mur.

A suivre...

ARIANE

Lille-Frères
Vendredi 23 décembre
20 heures
au Centre Culturel Libertaire
1-2 rue, Denis du Péage
conférence débat
avec Bernard Lebeuf
instituteur à l'école libertaire
BONAVENTURE

avoir qu'un seul objectif aujourd'hui : briser le corporatisme et repenser les quartiers-ghettos, les villes, les villages, effectuer un travail concerté avec les habitants pour recréer des lieux à dimension humaine, où les individus pourraient s'épanouir, se rencontrer, se parler, penser, rêver. Il suffirait alors peu de choses pour que, tous ensemble, nous clamions haut et fort : « Gérons la ville nous-même ».

FRED
(Groupe Alliance 20° PARIS)

La Fédération anarchiste vient d'éditer une série de 10 autocollants (travail, logement, nucléaire, armée...) 50 centimes l'unité
5 francs les 20 exemplaires
10 F les 50 ex., 20 F les 100 ex.
(+ 10 F de frais de port).
A commander à
PUBLICO
145, rue Amelot, 75011 Paris

RATP : paroles de grévistes (suite et fin)

(Suite du ML n° 1021)

L'unité syndicale

J. : Comment je la vois l'unité syndicale ? Je dis que c'est un peu bidon. Ici, au dépôt, l'unité syndicale existe. Il y a les 5 syndicats qui appellent, sauf que tu en as 4 qui ne gèrent absolument rien du tout. Tu as FO qui fait un peu d'esbroufe au moment des assemblées générales, mais ils n'organisent rien, il n'ont même aucune volonté de s'investir. Et à la CFDT, même s'ils sont dans le mouvement, ils sont empêtrés dans leurs contradictions. C'est la CGT qui dans les faits gère la grève, parce que les autres ne s'en occupent absolument pas. C'est la CGT, au moins au niveau bus, qui est la plus impliquée dans le mouvement. Il faut aussi savoir que sur les 5 organisations syndicales qui appellent au mouvement, ça va de la CGT jusqu'aux indépendants... et les indépendants, c'est l'extrême droite, pour raccourcir.

S. : Et ce ne sont pas les moins virulents en propos.

J. : Donc, rien que ça, nous détermine à ne pas trop mettre en avant les sigles syndicaux.

S. : Globalement, il y a une présence sur les lieux, mais il n'y a aucune action derrière. Mais quand même, il faut aussi dire qu'il y a des mecs chez nous qui disaient : « Quand il y aura unité syndicale vous viendrez me voir, je ferai grève », et ceux-là ont peu à peu débrayé.

J. : Oui, mais bon un jour on entendra dire : « La CGT récupère ». En fait, on ne récupère rien parce qu'on aura toujours tout organisé depuis le début.

S. : Ça, c'est vrai à Belliard, parce qu'à Championnet les non-cégétistes commencent à avoir des problèmes. J'ai discuté avec des copains de là-

bas et ils me disaient : « Maintenant, on se rend compte qu'on ne nous écoute plus. La CGT bloque ».

Grévistes et non-grévistes

J. : Bon, on occupe le dépôt depuis mardi dernier [le 28 novembre, Ndir], et s'est posé le problème de la liberté du travail, même si depuis le début il y a entre 60 et 70% de grévistes. Il faut dire que le problème de l'occupation ne se pose pas dans les mêmes termes que dans les dépôts où ils occupent à 30%.

M. : Depuis le début du mouvement, le problème c'est qu'il y a un débat pour savoir si les mecs qui sont non-grévistes se mettront grévistes si on ouvre les portes. Depuis le début, on se focalise là-dessus. Parmi les non-grévistes, il y a des mecs qui disent qu'ils se mettront grévistes quand les portes seront ouvertes.

J. : C'est vrai que pendant un moment on était un peu mal pour gérer ça, parce que c'était un argument qui était repris par d'autres machinistes, qui ne pouvaient pas se retrancher derrière ça pour dire : « Moi, je serai gréviste le jour où le dépôt ne sera plus occupé », sauf que nous on sait que le jour où le dépôt ne sera plus occupé ils ne seront pas grévistes.

S. : Il y a eu des frictions avec les non-grévistes. Quand on a bloqué le dépôt, il y a des mecs qui étaient là et qui ne supportaient pas de ne pas pouvoir travailler, et qui étaient obligés de rester là pour se faire pointer non-grévistes. Avec la fatigue, la tension, il a failli y avoir quelques violences.

M. : Je trouve que ce serait bien qu'il y ait des mecs pour représenter les grévistes et les non-grévistes, pour les discussions. La semaine dernière, on a discuté en AG pour savoir si on ferait voter les non-grévistes.

J. : On en a discuté, mais quand tu dis en AG : on va voter sur la poursuite du mouvement, et que tu dis que tout le monde vote, grévistes et non-grévistes, ça implique que tout le monde applique le résultat du vote. Ça veut dire que si on vote la poursuite du mouvement, tout le monde devient gréviste et inversement. Moi, je sais que si on avait voté la reprise du travail je n'aurais pas repris le travail et je sais aussi que les non-grévistes ne seraient pas non plus rentrés dans la grève.

S. : Cela a été une grosse connerie, dans la grève, de se focaliser sur les non-grévistes. On a perdu de l'énergie là-dessus. Mais on y pensera après la grève, là ça va trop vite pour qu'on puisse. Le mouvement, c'est un taureau fou. On l'a pris par les cornes.

Les transports de substitution

J. : Les transports de substitution, on s'en fout.

S. : On sait que le potentiel de matériel dont ils disposent c'est une goutte d'eau dans la mer, par rapport au matériel de la Régie et de la SNCF. Ils n'ont pas les moyens de combler le déficit des transports. Pour le moment, ça ne nous inquiète pas. Mais il y a des mecs avec des propos agressifs. Ceci dit, je pense que c'est un problème à prendre en considération pour les grèves futures. Ils vont peut-être rassembler un parc, avec des modes de réquisition.

J. : Ce qui va nous tomber dessus, c'est le problème du service minimum. Mais les réquisitions généreront des violences et des actes de sabotage. Parce que service minimum veut dire une stratégie plus dure dans la lutte.

S. : Déjà là, il y a eu de petits actes de sabotage, pas importants mais quand même présents, alors qu'il n'y a pas de problèmes.

Le mouvement étudiant

J. : On n'en parle pas. Ni du mouvement, ni des violences. C'est une planète à part.

S. : A la limite, les mecs sont contents parce que c'est une force en plus, c'est des gens qui foutent le bordel en plus, donc des gens qui sont susceptibles d'amplifier notre mouvement. Plus l'Etat a d'emmerdes, mieux c'est pour nous. Mais, bon, les seuls étudiants qui se positionnent clairement par rapport à nous, ce sont généralement ceux qui sont déjà salariés.

J. : Et puis moi, dans un étudiant, j'ai toujours tendance à entre-apercevoir le futur chef qui me fera chier.

A. : C'est de moins en moins vrai. La plupart maintenant, sont destinés à être chômeurs. Et s'ils balancent des armoires par les fenêtres, c'est révélateur d'un malaise très profond. Il ne faut pas se focaliser sur le plan Juppé. En fait, ce plan a révélé un malaise beaucoup plus profond. On est à la fin d'une période. Il y aura de plus en plus de gens à la rue et ça c'est, entre autres, un des trucs qui fait peur.

Propos recueillis par L. (inorganisé) et V. (gr. Ubu - Paris)

Le FN et les grèves

Face au récent mouvement de grèves, le Front national n'a guère tardé à faire connaître sa position. En voici un bref aperçu.

Début décembre, le Conseil national du FN a « réaffirmé que la grève, si elle est un droit constitutionnel n'en est pas moins un moyen archaïque et ruineux de règlement des conflits sociaux ; que la grève des services publics est en elle-même une aberration juridique et économique, puisqu'elle prend en otages ceux-là même qu'ils devraient servir, et qu'elle affaiblit l'Etat et la nation dont ils sont l'armature » (1). Dénonçant que « chaque journée de grève supplémentaire est un coup porté à la France » (2), « le Front national exige du gouvernement qu'il fasse respecter un service minimum dans les services publics et garantisse l'ordre républicain. Il demande le retrait d'urgence du plan Juppé, et attend du gouvernement qu'il propose une vraie réforme favorisant les familles françaises, instaurant la préférence nationale et n'augmentant pas les prélèvements obligatoires qui sont déjà insupportables ». Bruno Mégret, lui, conseille à Alain Juppé et à Jacques Chirac d'« appliquer le programme du Front national »...



Dessin de Cabu
extrait de *Rôti de Boeuf*, Le Cherche Midi éditeur, 1985.

M. Oruz préfère parler de la fonction publique en ces termes : « Il n'est pas douteux que nous avons trop de fonctionnaires et que les privilèges dont ils jouissent ont quelque chose de choquant quand le monde du travail est touché comme il l'est. Il est certain que cette grève est scandaleuse, inadmissible, si bien que, parmi les réformes nécessaires, il faudrait bien glisser celle du droit de grève ». En employant de tels termes, comment peut-on définir les habitants de Neuilly, Paris XVIe et autres « beaux quartiers » ? Un individu nommé Jean-Marie Le Pen qui possède une fortune de plusieurs milliards n'est-il pas, lui, un privilégié ? Le pire, c'est qu'il ose se présenter comme un « homme du peuple », alors qu'il y a bien longtemps qu'il vit dans les salons dorés de sa résidence.

National hebdo déplore que « [...] le gouvernement se refuse à traiter le problème de l'immigration qui est une des causes principales des déficits sociaux [...] » et qu'« il ne faut pas chercher très loin d'où vient l'agitation dans les rues. Elle est le fruit de l'action subversive des réseaux d'extrême gauche ». En page de couverture, d'ailleurs, on peut lire : « [...] les Français de bon sens, ils sont plus nombreux qu'on ne croit, en ont assez de toute cette boue. Ils veulent être gouvernés, pour que la France se redresse. Le Pen a demandé la dissolution de l'Assemblée. Elle viendra tôt ou tard, et tôt ou tard, le Front national prendra le pouvoir. Le plus tôt sera le mieux ».

Inutile d'en dire plus, le point de vue du FN est sans ambiguïté. A l'heure où une part croissante de la population vote en faveur de Jean-Marie Le Pen, il est grand temps d'arrêter de jouer avec le feu. En essayant de s'implanter dans le monde du travail, le FN entend mieux le diviser. Non seulement, il exclut de fait les travailleurs immigrés, mais il veut créer une cassure entre employés des entreprises publiques et privées en assimilant la première catégorie à des privilégiés.

N'en déplaise au FN, les travailleurs français et immigrés, quel que soit leur patron, ont les mêmes intérêts. Une nouvelle fois, nous réaffirmons que nous nous sommes infiniment plus proches d'un ouvrier, quelle que soit son origine, que d'un patron français. Clamer que toutes les catégories sociales ont les mêmes intérêts va à l'encontre de la lutte des classes qui, elle, est une réalité difficilement contestable, contrairement à la fiction nationaliste où bon nombre de politiciens tentent de nous entraîner.

Aujourd'hui, il est impératif de dénoncer le concept de « préférence nationale » qui va à l'encontre de l'unité de la classe ouvrière. Car attention, le pire est à craindre, si elle se rallie au Front national, la porte s'ouvre au... fascisme.

JEAN-CLAUDE PASCAL

(1) Toutes les citations sont extraites de *National hebdo* du 7 décembre 1995.
(2) Notons que le *Figaro magazine* a joué dernièrement sur le même registre en titrant en couverture : « Grèves : la France en a marre ».

VIDÉO-DIAPORAMA

ESPAGNE 36

100 F (+10% de frais de port).

A commander à PUBLICO 145 rue Amélot 75011 Paris

RÉVOLUTION AUTOGESTIONNAIRE

Durée : 80 mn (standard VHS SECAM)

Libér
procé
milita
sans
auton
besoi
plom

L E 20
Irégi
a prom
Hofman
pour d
l'autom
1979. A
et cond
d'empr
péniten
pour le
Jürgen
Dresdn
d'enlev
la R.A.
aurait d
mai 199
avait pa
de feu
au comm
lequel
1977 à
Schleyer
avant de
de même
25 juin
contre l
Haig, c
POTAN.

Gé

Sieglin
« simula
du 29 ao
court jar
militant
« bunke
Heinz-Jü
la sente
Silke Ma
« que »
barreaux
rent tou
se viren
témoin p
tielle, v
échange
nants), v
Bundest
1999.
En 199

A nos
En rais
Le Mon
Que ce
précieu
daire p
A la rep
expédition
en aucu
L'admi

LE MOND

ALLEMAGNE

R.A.F. : Réminiscences de l'« automne allemand »

Libération d'ex-membres de la Fraction armée rouge, procès avec requête de la peine maximale contre des militants qui disputèrent à l'État, dans une lutte sans merci, « le monopole de la violence » : les autorités d'outre-Rhin s'évertuent à boucler (au besoin en le bâclant ?) le chapitre des « années de plomb » (1970-1977).

LE 26 SEPTEMBRE, le tribunal régional supérieur de Stuttgart a prononcé contre Sieglinde Hofmann la réclusion à perpétuité pour des actes remontant à l'automne 1977 et au printemps 1979. Arrêtée le 5 mai 1980 à Paris et condamnée en 1987 à quinze ans d'emprisonnement dans le sinistre pénitencier de Cologne-Ossendorf pour le meurtre (accidentel ?) de Jürgen Ponto, le président de la Dresdner Bank, qu'elle tenta d'enlever avec quatre camarades de la R.A.F., le 30 juillet 1977, elle aurait dû recouvrer la liberté le 5 mai 1995. Selon des repentis(e), elle avait participé (en tirant 39 coups de feu avec son « Heckler et Koch ») au commando « Siegfried Hausner », lequel kidnappa, le 5 septembre 1977 à Cologne, Hanns-Martin Schleyer, le président du patronat, avant de le supprimer, le 19 octobre, de même qu'à l'attentat (manqué), le 25 juin 1979 à Obourg (Belgique), contre le général U.S. Alexander Haig, commandant suprême de l'OTAN.

Géométrie variable

Sieglinde Hofmann qualifia de « simulacre » le procès qui se déroula du 29 août au 26 septembre (le plus court jamais intenté contre un(e) militant(e) de la R.A.F.) dans le « bunker » de Stammheim. Pour Heinz-Jürgen Schneider, son avocat, la sentence fut « fixée d'avance ». Silke Maier-Witt(1), qui ne passa « que » cinq années derrière les barreaux, et Werner Lotze chargérent tout à tour l'accusée. Tous deux se virent appliquer la « règle du témoin principal » (remise substantielle, voire dispense de peine, en échange de renseignements déterminants), votée en avril 1989 par le Bundestag, prolongée jusque fin 1999.

En 1995, six ex-«terroristes» ont

bénéficié d'une mesure d'élargissement. Seize (neuf femmes) de la première et deuxième génération demeurent incarcérées. Hanna-Elise Krabbe, la dernière du « commando Holger Meins » encore sous les verrous (à Lubeck-Lauerhol), a sollicité sa libération ; avec cinq autres jeunes gens, elle avait attaqué le 24 avril 1975 l'ambassade d'Allemagne à Stockholm. Les magistrats de Düsseldorf ne statueront pas sur sa requête avant février prochain. La « détente » dont se vante Kay Nehm, le procureur général fédéral, semble à géométrie variable. Fin septembre, il ordonna une perquisition dans les locaux des quotidiens berlinois *Die Tageszeitung* et *Junge Welt*, afin de saisir un texte du groupe « Das K.O.M.I.T.E.E. », lequel revendiqua l'attentat (avorté) du 11 avril 1995 contre la maison d'arrêt de Grunau. « Comme le montrent de précédentes enquêtes, les rédacteurs de la "Taz" ne sont pas prêts à remettre volontairement des preuves matérielles ». Insupportable que des journalistes refusent de servir spontanément d'auxiliaires de police et de justice ! Les responsables de la *Tageszeitung*, qui ironisent sur ce « coup de pub », ont porté plainte devant la Cour de justice fédérale ; si celle-ci opposait une fin de non-recevoir, l'avocat du journal, Christian Ströbele(2), portera le dossier devant le Tribunal constitutionnel fédéral, l'instance suprême, à Karlsruhe. La procédure contre les rédacteurs de la revue *Radikal* (fondée en 1976), à partir d'écoutes de conversations saisies sur le vif grâce à des micros truffant une maison à Wanderath (Rhénanie-Palatinat), s'inscrit dans une volonté de « criminaliser » ce qui subsiste de la scène activiste d'extrême-gauche. Quatre collaborateurs de la gazette clandestine (adresse postale aux Pays-Bas), arrêtés lors d'une razzia effectuée dans huit Länder le 13 juin 1995, ont été relâchés le 5 décembre. Une « cellule anti-impérialiste » a

perpétré, le 17 septembre, son neuvième(3) attentat depuis novembre 1992, réitérant ses menaces de « frapper les élites des sphères politiques et économiques là où elles habitent/travaillent ».

Le président de la 5ème chambre criminelle du tribunal régional supérieur à Frankfort, appelée à juger Birgit Hogefeld, a insinué que le prêtre Hubertus Janssen, membre du Comité pour les droits fondamentaux et la Démocratie est « le facteur de la R.A.F. ». Dans la décennie 70, des politiciens, des magistrats et des commissaires tempèrent contre les « sympathisants » et accusèrent des écrivains comme Heinrich Böll et Günter Grass d'être des « criminels de l'encrier ».

Obscure clarté

Impliquée dans quatre « cas », Birgit Hogefeld encourt un châtiment des plus sévères. Elle doit répondre en particulier de la mort du « garde-frontière » Michael Newrzella, le 27 juin 1993 à Bad Kleinen (Mecklenbourg-Poméranie). Son compagnon, Wolfgang Grams, mourut également ce jour-là dans la fusillade(4). Ruth et Werner Grams, les parents du défunt, ainsi que leurs avocats, Andreas Groß et Thomas Kieseritzky, remettent en cause avec véhémence les conclusions de l'enquête. Insensé que le quadragénaire se fut logé une balle dans la tête sur le quai de la gare !

Le 25 novembre, Souhaila Sami Andrawes Sayeh, alias Soraya Ansari, a été extradée d'Oslo, où elle habitait depuis 1991, vers Hambourg. L'unique survivante du « commando martyr Halimeh » qui détourna, le 13 octobre 1977, le Boeing 737 « Landshut » de la Lufthansa, notamment pour appuyer les revendications énoncées

par les ravisseurs de Hanns-Martin Schleyer : la libération de onze membres de la R.A.F. Au petit matin du 18 octobre 1977, sur l'aéroport de Mogadiscio, une troupe du groupe de protection des frontières, le GSG-9, prit d'assaut l'avion, tuant trois des quatre activistes du F.P.L.P. Quelques heures plus tard, des gardiens de la prison de Stammheim découvrirent dans leur cellule les dépouilles de Gudrun Ensslin, d'Andreas Baader et de Jan-Carl Raspe. Irmgard Möller(5), sérieusement touchée, connaît la vérité sur les événements de cette nuit tragique. Le 19 octobre, le « commando Siegfried Hausner » achemina rue Charles Péguy à Mulhouse, dans le coffre d'une Audi 100, le cadavre de Hanns-Martin Schleyer. Sur l'autel de quelle « raison d'état », l'ex-SS fut-il sacrifié par le gouvernement social-démocrate de Helmut Schmidt ?

Les autorités judiciaires allemandes ont certifié au gouvernement norvégien que la palestinienne ne risque qu'une peine minimale. Soraya Ansari, arrêtée le 13 octobre 1994, a porté de graves accusations à l'encontre de Monika Haas. Celle-ci, écrouée depuis le 8 novembre 1994, aurait procuré les pistolets et la dynamite aux preneurs d'otages. Son procès débutera le 18 janvier prochain dans la métropole financière. Elle nia les faits dans une interview à l'hebdomadaire *Die Woche* du 17 novembre 1995. Six membres de la R.A.F. signèrent un plaidoyer « sur l'honneur » (inséré dans le quotidien *Frankfurter Rundschau* du 24 novembre) en faveur de Monika Haas qui avait mené durant 13 ans une existence de mère de famille à Frankfort, et réclama sa libération. Selon Jürgen Gottschlich (*Die Tageszeitung* du 27 novembre), « le parquet fédéral parle de justice et ne

songe qu'à la vengeance ». Mais si Monika Haas était effectivement une « taupe » du Mossad ou des services secrets allemands, comme l'avança l'hebdomadaire *Der Spiegel*, l'attaque du Boeing et l'intervention-éclair des « cow-boys » du GSG-9, au risque de mettre très gravement en danger la vie de 86 passagers et de 4 membres d'équipage, porteraient une lumière encore plus trouble et effrayante sur l'« automne allemand ».

RENÉ HAMM

(1) Silke-Maier-Witt vécut, tout comme neuf autres membres de la R.A.F., une décennie en R.D.A. sous une fausse identité. Les dirigeants est-allemands facilitèrent leur installation à condition qu'ils rompent les contacts entre eux et cessent toute activité politique. La collision Stasi-R.A.F. est, à l'instar de celle-ci, à l'ouest.
(2) L'ex-défenseur d'Ulrike-Marie Meinhof et d'Andreas Baader fut exclu, comme deux autres collègues, du procès-marathon de Stammheim (21 mai 1975 - 28 avril 1977). Le berlinois a contribué à la structuration des Grünen, parti écologiste fondé en janvier 1980.
(3) Contre le député chrétien-démocrate Paul Breuer, porte-parole en matière de défense, absent ce jour-là de son domicile de Siegen-Geisweid, L.A.L.Z., qui prône dans ses brûlots la coopération avec les fondamentalistes islamistes (!), ne regroupa-t-elle effectivement que des « terroristes de week-end », pour reprendre l'expression de certains « experts » ?
(4) Cf. *Le Monde libertaire* du 24 février 1994.
(5) Libérée le 1er décembre 1994, après 268 mois et 23 jours d'incarcération.

N.B. :

• Les interdictions professionnelles prononcées en application du « Décret contre les extrémistes » (du 28 janvier 1972) contrevenant aux Droits de l'homme : la Cour européenne des Droits de l'homme de Strasbourg a tranché le 26 septembre 1995 en ce sens. Dorothea Vogt, professeur de langues française et germanique dans un lycée à Jever (Basse-Saxe), avait été suspendue de ses fonctions par le gouvernement C.D.U. du Land pour son appartenance au parti communiste allemand. En 1991, la coalition S.P.D./Grüne, victorieuse aux élections régionales de mai 1996, leva la sanction. Dorothea Vogt obtiendra un dédommagement pour les années perdues. Et les 3 000 autres personnes mises à pied en raison de ces dispositions paranoïques arrêtées sous l'ère de Willy Brandt ?

• Gabriele Tiedemann, ex-activiste du « Mouvement du 2 juin », emprisonnée durant quinze années (1975-1990), est décédée le 7 octobre 1995, des suites d'un cancer.

ARGENTINE : LE RÉSEAU DU MOUVEMENT ANARCHISTE

Les compagnons de : Biblioteca Jose Ingenieros, Grupo Impulso de Cordoba, Grupo de La Plata, Grupo Impulso Autogestionario ont adopté les motions suivantes :

- 1) Est constituée la REMA (Réseau du mouvement anarchiste), son adresse est : REMA, casilla de correos 984, 92000 Rosario (Argentine).
 - 2) Chaque organisation adhérente désignera une personne qui assurera le lien et la communication avec le Réseau à travers un rapport mensuel sur les activités de l'organisation et si possible un bilan de la situation régionale. Le tout sera publié dans le bulletin « Anarco sur » et envoyé aux groupes et individus adhérents.
 - 3) A cette date et pour un an, le groupe Impulso Autogestionario de Rosario est chargé de la coordination de la REMA. Le travail graphique sera fait en collaboration avec les compagnons.
- A travers cet échange, il s'agit d'offrir, aux compagnons les plus isolés géographiquement, un canal par lequel ils puissent se maintenir en contact ; il s'agit également de rendre possible des rencontres dans un but de connaissance mutuelle et de favoriser l'entraide.
- Le fait de travailler dans ces buts est indispensable. La réalisation de ces pratiques solidaires nous permettra de comprendre et d'évaluer le potentiel de transformation que nous possédons, en apprenant à respecter les diverses formes de militantisme socialiste libertaire.
- Rendons réelle et concrète l'existence de la tolérance et l'acceptation de l'égalité dans la diversité. Salud y Anarquía.

Traduit de CNT n° 190 (novembre 1995)

par ALAIN (gr. Déjacque - Lyon), pour les RELATIONS INTERNATIONALES de la FA

La CNT-FAU et le mouvement étudiant

Le mardi 12 décembre, alors que les manifestants affluaient vers la place de la République, un compagnon de la FA, pour le *Monde libertaire*, a rencontré des étudiants militants de la CNT-FAU de Tolbiac, afin de faire le point sur leur situation dans le mouvement universitaire actuel.

La situation des mouvements universitaires

Le ministère de l'Éducation essaie de diviser les étudiants. Ceux-ci se sont coordonnés en assemblées générales au sein de chaque établissement. Celles-ci fonctionnent sur le principe de la nomination de délégués techniques révocables à tout instant, dotés de mandats impératifs. Un bureau de coordination, fonctionnant suivant le même principe, établit la jonction entre les diverses assemblées générales. Il est à noter que l'UNEF-ID ne reconnaît pas la légitimité de ce bureau.

Pour ce qui concerne Tolbiac, la mobilisation des étudiants accuse un fléchissement, avec une participation de 200 personnes à la dernière assemblée générale (toute-fois, 100 personnes étaient venues la semaine précédente). La mobilisation remonte en fait légèrement depuis le lundi 11 décembre. Il faut préciser que dans la nuit du lundi au mardi 12, il y a eu une occupation de la faculté, avec concerts et débats. Les débats en assemblées générales portent davantage sur le monde du travail que sur les problèmes spécifiquement étudiants. On a l'impression que les gens continueront de discuter après les grèves.



Paris, le 30 novembre 1995 : la branche lycéenne de la Confédération nationale du travail, la CNT-FAL, participe avec ses propres revendications à la manifestation des étudiants. Photo D. Werner.

La grève dans les établissements se maintient car les travailleurs restent en grève de leur côté, sinon on assisterait à un essoufflement. Ceci n'est vrai qu'en Ile-de-France, la province étant plus dynamique. De son côté, la CNT est bien accueillie et appréciée pour la clarté de sa ligne directrice : à Tolbiac, elle était présente à chaque occupation depuis le début du mouvement.

Il semble souvent qu'une composante romantique entre pour une bonne part dans l'engagement anarchiste des étudiants et lycéens ; le constatez-vous ? Et, si c'est le cas, comment vous en débrouillez-vous ?

• Oui, cela est dû à un manque de maturité militante des contacts. Nous ne fournissons pas de formation spécifique, mais de l'expérience

et de la pratique résulte une maturation idéologique qui, si elle ne conduit pas toujours à l'anarchisme, reste positive. Le travail de terrain nous rapproche des autres étudiants.

Quelles sont vos relations avec les autres composantes du mouvement étudiant ?

• A Tolbiac, nos relations avec l'UNEF oppositionnelle (composée essentiellement de trotskystes, d'anarchistes et de personnes se situant à l'extrême gauche) sont, sinon toujours chaleureuses, du moins correctes et sans grosses tensions. On ne peut pas en dire autant de l'UNEF-ID.

Que pensez-vous de ce qui se passe à Jussieu où le DAL et les étudiants ont ouvert un amphithéâtre aux SDF ?

• Nous n'avons pas abordé ce sujet en assemblée générale, mais cela peut être positif, en créant une occasion pour les étudiants et les SDF de se rencontrer et de discuter. Mais cela ne constitue pas une solution en tant que telle. Et puis, il y a toujours un risque de « B.A. - tisation » (on a bonne conscience, et voilà tout).

Quelles sont vos relations avec les professeurs et les IATOSS ?

• Sauf à Orsay, la CNT a du mal à entrer en contact avec les travailleurs de l'université. Nous ne sommes pas encore assez matures pour nous confronter aux problèmes du monde du travail. Il faut dire que nous n'existons que depuis peu, ne nous étant constitués que l'année dernière sur Tolbiac. Les professeurs et les IATOSS se sentent, pour l'instant, plus proches des centrales syndicales traditionnelles (CGT...). De plus, le statut précaire des IATOSS peut les bloquer dans l'action.

Cependant, nous les rencontrons aussi souvent que possible, afin de mieux comprendre les problèmes auxquels ils sont confrontés et de nous mieux faire connaître d'eux à travers nos pratiques. Il faudra encore un moment avant que la jonction s'effectue effectivement.

On a lu tout et n'importe quoi dans la presse. Peux-tu nous parler de ce qui s'est passé le mercredi 6 décembre à Censier ?

• La Coordination étudiante s'est réunie et le bureau avait mis en place un service d'ordre, composé de dix membres de chacune des organisations présentes (UNEF-ID,

UNEF, CNT, LO, LCR) et de quelques individus non affiliés à un groupe particulier. Les relations au sein du service d'ordre étaient bonnes, car nous faisons front contre un ennemi commun. Des membres de la Gauche socialiste (composante de l'UNEF-ID) sont venus à Censier et ont voulu participer au service d'ordre, soi-disant pour protéger leurs délégués de la CNT. Ils affirmaient que le service d'ordre n'était composé que de membres de la CNT. Il faut bien comprendre que le but des adhérents de la GS est de casser cette coordination qu'ils ne contrôlent pas, pour lui substituer une autre qui leur serait acquise.

Il y eut donc une confrontation physique entre les GS et le service d'ordre (qui avait pour consigne de ne pas répondre à la provocation). Le service d'ordre s'est pris des coups, contrairement aux GS. Cet incident a retardé de cinq heures l'assemblée générale qui devait se tenir à 14 h, et n'a pu débuter qu'à 19 h.

Que diriez-vous en guise de conclusion ?

• La cohérence de la CNT, dans le mouvement étudiant, lui permet de mieux se faire connaître en tant que syndicat sérieux et capable de mener une lutte. Cela nous permet de nous faire connaître et de diffuser les principes de l'anarchosyndicalisme, en général. Notre position au sein des universités ne peut qu'en être renforcée.

Propos recueillis par
ALAIN L'HUISSIER
(gr. FA de La Villette - Paris)

Les sections FAU (Formation Action Universitaire) de la CNT

Les sections FAU du Syndicat de l'éducation CNT ont pour objectif :

- de regrouper au sein des universités (en tant que section locale) : les étudiants, les IATOSS et les enseignants ;
- de faire le lien entre le monde du travail et de l'éducation dans sa globalité. Les universités, les lycées, les collèges, les LEP ou les CFA étant les antichambres du monde du travail ;
- de faire un travail de prévention et d'information sur cette société sans perdre de vue notre spécificité : lutter pour un système éducatif plus juste en refusant l'existence d'un barrage économique, social, politique et culturel à l'acquisition du savoir, ainsi que son application utilitariste répondant aux besoins du système capitaliste.

La FAU se veut être de tous les combats qu'elle juge progressistes : contre l'individualisme et le système marchand ; antifasciste ; profondément laïque ; antisexiste ; anti-sécuritaire ; contre l'aculturation et la déshumanisation engendrées par le système présent... et aussi contre le corporatisme étudiant et les syndicats qui l'incarnent. C'est pourquoi jamais la FAU ne se limitera au seul créneau de l'université ! Et avec son syndicat, elle participe à toutes les luttes impulsées ou non par les autres syndicats de la Confédération.

Ainsi, conformément aux principes qui nous lient à la charte du syndicalisme révolutionnaire (décembre 1946) et à l'AIT, la CNT-FAU veut travailler à l'établissement du communisme libertaire et situer son action et ses engagements dans ce projet.

Les mouvements étudiants : le Mythe contre l'Histoire

LA MOBILISATION étudiante tend quelque peu à s'essouffler : les assemblées générales rassemblent en général de moins en moins de monde, les étudiants reprennent le chemin des cours... et les violences (verbales et physiques), lors des piquets de grève, se multiplient. Mais imputer cela à l'approche des partiels est loin d'être satisfaisant. Car le mouvement étudiant, avec ses multiples manifestations (dont l'arrêt des grèves) pointe avec précision les problèmes que connaît ce milieu. Il s'agit donc en quelque sorte d'un révélateur. Deux forces semblent agir simultanément sur les universités. D'un côté, on trouve le Mythe, force que l'on qualifie

de réactionnaire, et de l'autre, l'« Histoire », ou la culture mutine, au potentiel révolutionnaire.

Le Mythe

Chaque année, on se plaint du côté « gnan-gnan » que prennent les revendications estudiantines. Cependant, il ne s'agit là que du résultat de X années d'apprentissage. Car, enfin, qu'est-ce que l'École, sinon l'école du capitalisme et de l'État, qui ne fait que produire et reproduire le système social ? D'autant plus que de nouveaux paramètres sont venus se mêler aux anciens, complexifiant ainsi les déjà imposants rets de la socialisation normalisante. Il y avait déjà le fait que du banc de la petite école maternelle aux bancs des amphithéâtres des facultés, l'individu soit modelé à l'image de la Société. Mais subsistaient encore des espaces d'autonomie où les cultures dominées se préservaient : syndicats, famille... Mais aujourd'hui, ces lieux ont éclaté et la normalisation culturelle a investi l'ensemble du corps social ; elle s'est même adaptée aux nouvelles donnes, le discours dominant ne disant plus : « Voici ce que tu dois être », mais : « Voilà ce que tu es » (1). L'individu se trouve donc de plus en plus seul et atomisé. Le

flou et le non-sens reigning, il n'aspire plus qu'à être pris en charge, assisté par l'État et ses institutions (2).

Les étudiants d'aujourd'hui n'ont pas échappé à ce processus (pas plus que nous, d'ailleurs). Ainsi, ils apparaissent actuellement comme les pauvres acteurs d'une pièce de théâtre dans laquelle l'institution a su parfaitement distribuer les rôles. Les masques revêtus sont ceux de croyants qui se prosternent (et se révoltent aussi parfois) devant leur Dieu, un dieu qui rassemble en son sein le Capitalisme et l'État (3). Jadis, ce dieu apparaissait (ou se présentait) comme une « Mère nourricière » (quoiconqu'acquerrait des diplômes était sûr d'en recevoir une gratification. Il s'agissait là d'un Mythe, celui qu'on appelle couramment le mythe de l'ascension sociale pour tous et pour toutes (4), qui se cachait bien de révéler son caractère de classe, ce que Bourdieu et Passeron mettront au grand jour dans les années 70 (5). Aujourd'hui, le mythe semble blessé, la « Mère nourricière » n'assure plus son « rôle ». La déception est grande, la colère monte : « ON nous a menti ». Ainsi, sont nées les premières revendications : « Plus d'argent pour nos études », « Un diplôme = un métier »... empreintes du Mythe qui, de fait,

ne fait que se consolider, puisque devenant en quelque sorte de plus en plus « transcendant ». Désespérant.

L'Histoire

Pourtant, un élément important vient contrecarrer ce parfait processus d'« asservissement volontaire » : l'Histoire. En effet, l'Histoire vient « phagocytter » le discours aliénant, le pénétrer, et en changer les caractéristiques, la direction.

Depuis le célèbre Mai 68, les facultés se soulèvent pratiquement chaque année. Elles connaissent depuis lors une certaine « culture mutine ». Chaque nouvelle révolte s'inspire, par un jeu quelque peu dialectique du « bon » et du « mauvais » (du positif et du négatif, dirait un hégélien) des révoltes des années précédentes. C'est ainsi que se construit une véritable culture, qui avance par ce jeu des pôles opposés. Ainsi, cette année, a-t-on pu voir fleurir dans les facultés, ici et là (Toulouse, Rouen, Nantes, Montpellier...) des modes d'organisation (AG souveraine) et des revendications intéressantes telles que l'abrogation des lois racistes, le soutien aux « casseurs » (à la place du sempiternel *étudiant-pakasseurs*, des motions contre le libéralisme, des débats sur l'anticapitalisme (Nantes)...

L'Histoire vient donc tempérer le Mythe, en même temps que le Mythe vient freiner l'Histoire. A présent, ces deux forces s'équilibrent, se neutralisent.

Le global

Pourtant, une fois encore, un fait nouveau est venu enrichir la culture mutine. Pour la première fois depuis 68, et cela malgré les nombreux essais lors des manifestations précédentes (notamment celles anti-CIP), des relations s'instaurent entre les

facultés et les autres mouvements sociaux (cheminots, maîtres auxiliaires...). Et si un fait peut faire basculer l'Histoire sur le Mythe, il s'agit bien de celui-ci. Il est en effet grand temps que les étudiants comprennent que l'École en général, et l'Université en particulier, font partie intégrante de la société (6) et qu'on ne peut résoudre les problèmes que rencontrent les facultés indépendamment du reste de la société. Il nous faut donc encore élargir ces échanges, tisser par la base des liens, car : « La liberté des individus n'est point un fait individuel : c'est un fait, un produit collectif. Aucun homme ne saurait être libre en dehors de toute l'humaine société et sans son concours » (Bakounine). C'est donc toutes et tous, jeunes et vieux, travailleurs du public et du privé, précaires, chômeurs... qui doivent descendre dans la rue pour imposer une politique fondée sur nos besoins de vie, et non sur les intérêts de la Bourse et de l'Europe du fric, des flics et des patrons, qui ne cessent de s'étendre un peu plus chaque jour.

BATKO

(gr. Milly-Witkop - Nantes)

(1) François Brune, « Violences de l'idéologie publicitaire », *le Monde diplomatique* d'août 1995.

(2) Cette analyse s'inspire très largement de celle de Jean-Marc Raynaud : « L'école capitaliste », *Bonaventure, une école libertaire*, éditions du Monde Libertaire.

(3) Proudhon accusait la bureaucratie de réaliser pour son compte une « religion nouvelle » et Bakounine, lui, parlait de « Théologie politique ».

(4) « Nous sommes tous égaux devant Dieu » = « Unité du corps social ».

(5) Nous trouvons 13% d'enfants d'ouvriers en première année de faculté, 12% dans le second cycle et 7% dans le troisième cycle (dixit Baudelot, sur France-Culture).

(6) « L'Education et l'Instruction qui développent l'Homme, cette éducation et cette instruction dont Messieurs les bourgeois sont si fiers et qu'ils versent avec tant de parcimonie sur les masses populaires, sont également les produits de la Société toute entière » (Bakounine).

Île-de-France
RADIO LIBERTAIRE
(89.4 FM)
« SÉVICES PUBLICS »
(émission
de la CNT-Energie)
MARDI 27 DÉCEMBRE
20 h 30 - 22 h 30
avec des grévistes
de la RATP,
de la SNCF, de la Poste,
de l'EDF...

CGT — 45ème congrès

100 ans... et puis après ?

Le 45ème congrès de la C.G.T., les aboyeurs de toute sorte le promettaient exceptionnel : diable, pour célébrer le centenaire, il fallait mettre le paquet, à la fois célébrer les origines et ouvrir la voie au XXI^e siècle. Tout se résuma, objectivement, à des combats au sein de l'appareil confédéral : qui prendra la place de qui dans le pool des permanents de la porte de Montreuil ? Bien sûr, il y eut ce qui passait à l'extérieur du bâtiment carcéral, il y eut même des congressistes pour demander que le congrès soit reporté, ou que tout le monde aille aux manifestations (1).

Sinon, comme dans tous les congrès ici comme ailleurs, il y a toujours un rapport d'activité, un rapport d'orientation, un rapport financier et, en ce congrès centenaire, des propositions de modification des statuts. Parlons peu mais parlons net : l'ex-première confédération syndicale a repeint la façade pour quitter la FSM pour rejoindre la CES (2). Mais, à moins que les faits (et les êtres humains !) nous le démentent, les vieux crocodiles restent ! On peut se dire ouvert à tous, aux jeunes, aux femmes, aux immigrés dans les textes et les

déclarations sans pour autant rien changer dans la vie confédérale. Par contre, ce qu'il y a de changé, c'est que la C.G.T. se propose désormais d'améliorer la société, mais plus obligatoirement de la changer. Certes, la situation actuelle, même dans les luttes, nous inspire le pragmatisme, mais de surcroît même dans les statuts il est maintenant interdit de rêver à la C.G.T. Dont acte. On pourra dire qu'en fait toute cette repeinture ne vise qu'à conserver un certain nombre de permanents et le parallèle avec la situation en Pologne est parfaitement justifié. Pour en revenir au 45ème congrès, des anarcho-syndicalistes auraient pu être d'accord avec certains intervenants quant à la « perte d'identité » de la C.G.T. avec les nouveaux statuts modifiés et le document d'orientation qui remplaçait presque systématiquement travailleur par « citoyen dans l'entreprise ». Mais, diable aussi, ces intervenants étaient aussi nostalgiques du bloc de l'Est et du capitalisme d'État. Parmi les plus jeunes, certains abandonnèrent le léninisme pur jus pour d'autres courants toujours actuels du mouvement ouvrier ? A voir.

Même si dans ce congrès les micros étaient ouverts à toutes sortes d'oppositions, le blockhaus de Montreuil subsiste. On a pu déclarer déchirer sa carte au retour du congrès, déclarer que la C.G.T. devenait réformiste, le bureau confédéral reste.

Reléguée deuxième syndicat français, la C.G.T. veut conserver son appareil en repeignant la façade mais les syndiqués suivent en désordre avec les vieux réflexes en poche. Un point sombre en plein milieu des luttes ? Alors que pour le mardi 12 décembre les travailleurs du Livre étaient en grève, l'*Humanité* est sorti ! Soi-disant pour être vendu de façon militante dans les manifestations... Fais ce que je dis mais ne fais pas ce que je fais. Loulou a sûrement mal relu la nouvelle lecture des statuts confédéraux.

JEAN-PIERRE GERMAIN

(1) En fait par fédération, des délégués furent désignés pour arpenter le pavé parisien.

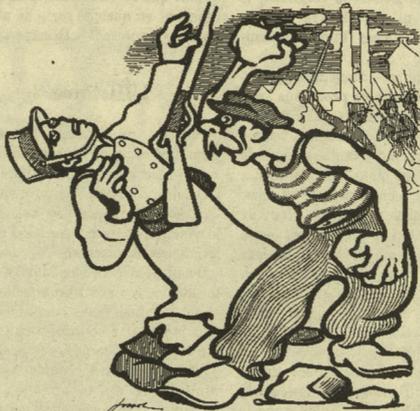
(2) La Fédération Syndicale Mondiale était « avant » sous contrôle de l'U.R.S.S. Depuis quelque temps, il fallait sûrement réussir à digérer la glasnost ! A la Confédération Européenne des Syndicats, adhérent déjà F.O. et la C.F.D.T.

A LA FAVEUR DE LA GRÈVE...

Le retour des prolos !

LES PROLÉTAIRES, le prolétariat... Les branchés, les cadres qui croient à leur mission d'encadrement, les « élites »... doivent se torturer de rire à la simple évocation de ces mots ! Le prolétariat lui-même semblait avoir perdu conscience de son existence, persuadé que tout ça c'est du vieux et du ringard, que ce n'est pas vraiment sérieux à l'époque des autoroutes de l'information, du marketing, de la télé-achat, du multi-médias, de la carte à puces et du téléphone portable !

Quatre semaines de grèves et voilà que nous découvrons que le prolétariat existe ailleurs qu'à l'écran dans *Germinal*, ou que dans les bouquins et les thèses d'universités. Il y a des articles que l'on écrit avec du recul, que l'on remanie après réflexion, d'autres qui sont le fruit d'un sentiment, d'une sensation. C'est ce que j'exprimerai dans ces quelques lignes. Car il fallait voir, mardi dernier, place de la Nation à Paris, les premiers rangs de cheminots acclamés, applaudis et encouragés par des « passants » (qui ne passaient pas par hasard) aux cris de : « Allez, les cheminots ! », « Bravo ! » et même un émouvant : « On vous aime ! », d'une dame. Et cette joie, malgré la fatigue, qui se lisait tant sur le visage des grévistes que sur celui des usagers solidaires. Cette joie s'exprimait par un regard complice, par quelques mots échangés ou par de grandes clameurs qui submergeaient la foule. Il s'est produit, ces derniers jours, quelque chose d'extraordinaire. Des



hommes et des femmes — vous, moi... — ont ressenti intensément le fait d'appartenir à une communauté. Les prolos étaient dans la rue et ils le savaient. La « grève par procuration » est une réalité de ce mouvement, tout comme cette autre grève dont on ne parle pas : l'absentéisme ou l'absence de zèle des travailleurs en cette période d'absence de transport. Nombreux sont ceux du « privé », ou encore les chômeurs et les autres exclus, qui délèguent d'une certaine façon la grève à ceux du « public ». Ainsi, le discours du gouvernement contre les « nantis » et pour le « droit au travail » ne semble pas pour l'instant rencontrer un écho significatif. A Paris, des associations de chômeurs, des mal-logés, des étudiants, des étudiants ont rejoint les manifestations syndicales ; des cheminots ont soutenu par leur présence une manifestation étudiante... Ces faits démontrent que des divisions se sont écroulées. La signification de tous ces actes pourrait être traduite, si l'on voulait en donner une image, par une foule composée d'individus auparavant divisés par de multiples séparations corporatistes, et aujourd'hui se retrouvant réunis au sein d'une même communauté. En fait, ce que

nous découvrons actuellement, c'est ce que nous n'avons jamais cessé d'être : le prolétariat.

La galère des petites annonces du *Parisien* tôt le matin, devant un café. Entourer au crayon certaines d'entre elles, puis téléphoner, se présenter devant l'employeur pour demander le poste. Sa réponse est non ! Et c'est alors la perspective des ASSEDEC, du RMI, de la rue. Ou bien sa réponse est oui et l'on y échappe, mais pour combien de temps. On y échappe pour un quotidien de soumission, d'humiliation, d'ennui, avec le plus souvent un salaire de misère. Les seules alternatives que propose le capitalisme aux individus, c'est : mourir de faim ou mourir d'ennui, avoir du travail ou ne pas en avoir. Voilà la condition des prolétaires. Et, ces derniers jours, cette réidentification des individus au prolétariat s'est faite dans la rue. Des revendications catégorielles ont jeté dans la rue des millions de manifestants. Cette rue où l'on jette les exclus par milliers, cette rue que les travailleurs privés de transport empruntent matin et soir. Tant de monde dans les rues de Paris... il fallait bien que la rencontre ait lieu. Elle a eu lieu, et la rue est devenue certains jours un espace de rencontres et de solidarité.

Ce sentiment d'appartenir à une communauté, que je décrivais plus haut, est vital pour l'individu. Si nous retrouvons vraiment cette identité — notre identité —, nous battons en brèche tous les autres réflexes identitaires qui nous divisent : les corporatismes, les nationalités, les religions, les modes culturelles. Autant de divisions qui constituent nos faiblesses. L'imagerie révolutionnaire du début du siècle représentait le prolétariat comme un colosse endormi, n'ayant pas encore conscience de sa force. Ce que redoutait le capitalisme d'alors, c'était le réveil brutal de ce colosse. Les capitalistes d'aujourd'hui sont triomphants. Le mode de vie qu'ils imposent devient universel et semble consenti par les populations sous l'emprise des manipulations médiatiques. Leur pouvoir semble intouchable parce que diffus, eux-mêmes intouchables parce qu'invisibles. Dans ce contexte, le réveil auquel nous assistons ces

dernières semaines ne peut que réjouir le mouvement libertaire.

L'histoire du combat du prolétariat pour son émancipation est riche d'expériences et de véritables révolutions allant dans le sens de la liberté (comme l'Espagne libertaire de 1936), mais elle a produit aussi des monstruosités et les pires dictatures, notamment en URSS. Si cette réidentification des individus au prolétariat est une vraie prise de conscience, elle ne suffit pourtant pas. Elle est un préalable à toute volonté de changement. Mais le changement peut avoir de multiples visages. Le changement dans l'alternance, version « social-démocrate » ? Le changement dans sa version « révolution bolchevique » ? La tentation populiste et extrémiste ?

Ni avant-garde, ni élite, ni prétextant à quelque pouvoir que ce soit, les anarchistes, individus au milieu d'autres individus, sont partie prenante du mouvement social. Ils proposent à celui-ci et à la société un projet radicalement différent, en rupture avec toutes les formes d'organisation autoritaire. Les anarchistes, les anarcho-syndicalistes présents dans le mouvement actuel proposent la prise en charge de la lutte par les intéressés eux-mêmes ; ils appellent à l'autororganisation des luttes aujourd'hui, et à la gestion directe de la société de demain.

Le prolétariat se réveille. Aux anarchistes d'enrichir ce réveil de pratiques et d'idées généreuses, réellement émancipatrices et libératrices.

LAURENT FOULLARD

RENDEZ-VOUS

LYON

Les groupes FA organisent une réunion-débat, le samedi 23 décembre, à 15 h, sur les « perspectives du mouvement social ». Cette réunion aura lieu à la **librairie La Plume Noire, 19, rue Pierre-Blanc, 69001 Lyon. Tél. : 72.00.94.10.**

Permanences FA : du mercredi au samedi, de 15 h à 19 h.

POITIERS

Le groupe Berkman de la FA tient sa permanence chaque mercredi de 17 h à 19 h, au local du **CARES, impasse des Communaux (rue Cornet), 86000 Poitiers** (on y rencontre également des syndicalistes de la CNT).

PARUTIONS

PRESSE

Poitiers libertaire n° 4 (novembre-décembre), parution du groupe Berkman de la FA, est disponible contre l'envoi de 2 timbres, au **CARES, Impasse des Communaux, 86000 Poitiers.**

BANDEAU

« **MONDE LIBERTAIRE** » Le groupe de la FA du Gard diffuse un bandeau « *Lisez le Monde libertaire* », de couleur jaune vif, au format 65x20, impression noire. A coller seul ou avec une affiche à thème. Tarifs (port compris) : 10 exemplaires : 10 F ; 100 exemplaires : 52 F ; 200 exemplaires : 88 F. Chèque à établir à l'ordre de Vidal. A commander à : **AGDIR, 5, rue René-Cassin, 30900 Nîmes.**

Le groupe Nestor-Makhno publie une brochure intitulée : « **Les Anarchistes et la Sécu** ». Prix : 20 F (port compris). Chèque à l'ordre du **CESS**. Commande : Groupe Makhno c/o CNT-AT, Bourse du Travail, cours Victor-Hugo, 42000 Saint-Etienne.

La Creuse antinucléaire

Comme ce fut annoncé dans le ML n° 1018, une manifestation antinucléaire a eu lieu à Guéret le 2 décembre 1995. Le programme de la journée fut respecté grâce à la mise en place d'une nouvelle association dynamique : le Collectif anti-atome (CATA).

Dès 10 h, à travers les rues de Guéret, une voiture repeinte en noir, transportant un ceruciel et surmontée d'un globe terrestre transpercé d'une bombe, fut suivie par une trentaine de manifestants, équipés de masque à gaz et de combinaison-squelette. Ce défilé-enterrement de notre terre fut l'occasion de marquer notre refus de la voir saccagée impunément par le nucléaire civil et militaire.

L'après-midi, la grande salle de la mairie était investie par des animations musicales antinucléaires et par une exposition dénonçant les méfaits du nucléaire, en général.

A 18 h, nous nous retrouvons au cinéma Le Sénéchal pour voir le film *La Bombe*, de Peter Watkins. Ce film, mi-fiction mi-documentaire, montre quelles pourraient être les conséquences d'un conflit utilisant l'atome.

Objectivement, la mobilisation au cours de cette journée ne fut pas forcément massive, mais quand même bien orchestrée par une poignée de personnes ne se résignant pas à l'acceptable. Cela est encourageant pour « monter » de nouvelles actions antinucléaires (ou autres), dans un département même désertifié.

ALAYN DROPSY

CYCLE DE CONFÉRENCES SUR L'ANARCHISME

La Fédération anarchiste organise une série de six conférences. Celles-ci aborderont les thèmes essentiels de la pensée anarchiste et seront l'occasion de discussions.

- Vendredi 5 janvier 1996 : Qu'est-ce que l'anarchisme ? Ses idées-force, sa spécificité.
- Vendredi 12 janvier 1996 : L'organisation sociale et les fondements économiques d'une société anarchiste.
- Vendredi 19 janvier 1996 : Les anarchistes et leurs organisations.
- Vendredi 26 janvier 1996 : Les anarchistes et le monde du travail.
- Vendredi 2 février 1996 : Anarchisme et féminisme.
- Vendredi 9 février 1996 : Comment lutter et s'organiser aujourd'hui ?

Ces conférences-débat auront lieu à 20 h, à la salle de la Libre Pensée, 10-12, rue des Fossés-Saint-Jacques (M^e Luxembourg), 75005 Paris.

SOMMAIRE

Page 1 : L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (suite p.2). Au royaume de l'espoir, il n'y a pas d'hiver (suite p.2).
Page 2 : L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (suite de la « une »). Au royaume de l'espoir, il n'y a pas d'hiver (suite de la « une »).
Page 3 : Réalité du contrôle social : 18 manifestants incarcérés - 4 immigrés retenus, Solidarité avec les emprisonnés, Montpellier : dernière minute, Architecture : quand le corporatisme fait loi.

Page 4 : RATP : paroles de grévistes (suite du ML n° 1021), Le FN et les grèves.
Page 5 : Allemagne : R.A.F. : réminiscences de l'« automne allemand », Argentine : le réseau du mouvement anarchiste.
Page 6 : La CNT-FAU et le mouvement étudiant, Les sections FAU de la CNT.
Page 7 : Les mouvements étudiants : le Mythe et l'Histoire, C.G.T. - 45ème congrès : 100 ans... et puis après ? A la petite semaine : L'homme nouveau.
Page 8 : Le retour des prolos I, La Creuse antinucléaire, Rendez-vous, Parutions.